

Communiqué de presse.

Paris, le 7 juin 2010.

Les retraités toujours mobilisés pour les manifestations unitaires du 24 juin.

Le gouvernement annonce progressivement ses intentions en ce qui concerne sa contre-réforme sur les retraites. Comme prévu par la majorité des organisations syndicales de salariés, son programme répond en grande partie aux revendications du grand patronat représenté par le Medef et aux exigences de rigueur à l'égard des salariés et des retraités imposées par les « marchés financiers », leurs alliés internationaux, tels le FMI et les principales banques centrales.

Après avoir favorisé fiscalement pendant des années les multinationales, dont celles de la finance, après avoir avancé des milliards d'euros et de dollars pour sauver les banques et, derrière elles, les « investisseurs », en fait les détenteurs de capitaux énormes qui spéculent sur un peu tout pour « faire de l'argent rapidement », les Etats se trouvent maintenant face à des déficits publics élevés. En Europe, les gouvernements qui, il y a peu, étaient laxistes sur cette question, la remettent en avant pour imposer une plus grande rigueur à la majorité des populations. Les plus touchés sont généralement les fonctionnaires et les agents publics, les retraités, et celles et ceux qui dépendent plus ou moins des transferts sociaux dont les budgets sont partout remis en cause.

La finance, pour renforcer son emprise, par le biais des forces gouvernementales qui se refusent toujours à la moindre mise en cause un peu efficace, mène des attaques convergentes : maintenir un chômage de masse en obligeant celles et ceux qui ont un emploi à travailler plus longtemps (ainsi, le recul de l'âge de départ en retraite, les remises en cause des réductions du temps de travail, etc) ; augmentation de la précarité et de la fragilisation financière des personnes (attaques contre les conventions collectives, les statuts, les contrats de travail à durée déterminée, baisse nominale des salaires des agents publics et des retraites, etc).

L'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités Solidaires (UNIRS) estime que l'heure est bien à une convergence des actions revendicatives à l'intérieur de l'Union européenne. Les retraités d'aujourd'hui ont été souvent actifs hier pour favoriser le rapprochement entre les peuples d'Europe, pour ne plus connaître les guerres fratricides. L'Europe de la paix ne peut être une Europe sans solidarités entre les générations, sans solidarités entre les territoires et les populations, sans services publics et sans protections sociales.

Les coups d'arrêts qui pourront être portés dans chaque pays aux opérations destructrices de ces solidarités seront autant d'actes de résistance et de reconquête.

L'UNIRS appelle à participer fortement aux actions unitaires du 24 juin décidées par l'intersyndicale CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA. Les objectifs à atteindre sont bien le plein emploi, par une autre répartition des richesses et par une autre distribution du travail et du temps de travail. Les « marchés financiers » ne peuvent pas rester les décideurs suprêmes de la marche du monde et de la vie des populations.